

MANIFEST

Ferrer i Guàrdia: une condamnation injuste que la démocratie doit réparer

Jugé par un Conseil de guerre sans aucune garantie et condamné **sans preuve** d'avoir été l'instigateur de la révolte de la Semaine tragique, Francesc Ferrer i Guàrdia, originaire d'Alella, a **été fusillé** dans le fossé de Santa Eulàlia du château de Montjuïc en 1909. Plus d'un siècle plus tard, Francesc Ferrer i Guàrdia n'a toujours pas été innocenté. La condamnation n'a fait l'objet d'aucune révision ni donné lieu à aucune réparation. Il est temps de mettre fin à cette **injustice historique**.

Francesc Ferrer i Guàrdia a créé l'École moderne, dont la **conception pédagogique** était fondée sur la raison, la science, la mixité des sexes et des classes sociales, mais aussi sur la pensée critique. Il luttait en faveur d'une école laïque, qu'il considérait comme un outil d'émancipation collective, capable de rompre avec l'ignorance, les dogmes et la soumission. Les élites de l'époque ne pouvaient pas tolérer ces idées. Le **procès** a été marqué par une **campagne de répression** menée par les autorités politiques et religieuses, avec la complicité des médias conservateurs. En le condamnant, les autorités ont voulu réprimer un modèle qui remettait en question l'ordre établi. Son **exécution** a toutefois été dénoncée internationalement comme une injustice flagrante, provoquant des protestations dans des villes comme Paris, Londres, New York, Bruxelles ou Buenos Aires.

Mais jusqu'à aujourd'hui, Francesc Ferrer i Guàrdia n'a bénéficié d'aucune **reconnaissance institutionnelle**. Avec ce silence, l'impunité perdure, ce qui entrave la construction d'une mémoire fondée sur la vérité, la justice et la réparation. Véritable acte de justice historique, l'annulation de cette condamnation, si elle était prononcée, permettrait à notre démocratie de franchir une étape indispensable et d'avancer.

Voilà pourquoi nous demandons :

- 1. L'annulation de la condamnation à mort prononcée contre Francesc Ferrer i Guàrdia**, afin qu'elle soit juridiquement nulle.
- 2. La reconnaissance publique et institutionnelle de l'héritage pédagogique, humaniste et libertaire** en tant que figure de référence internationale de l'éducation laïque, critique et universelle.
- 3. L'acceptation de la part des institutions de leur responsabilité**, conformément aux principes de vérité, de justice et de réparation qui doivent guider toute politique de mémoire démocratique.
- 4. Des mesures de réparation symbolique, éducative et mémorielle, prévoyant l'organisation d'événements institutionnels**, la création d'espaces de mémoire et de matériel pédagogique.
- 5. L'intégration de l'affaire Ferrer i Guàrdia dans les politiques publiques de mémoire historique.**

MANIFEST

Ferrer i Guàrdia: une condamnation injuste que la démocratie doit réparer

Cette déclaration est un appel lancé à tous les citoyens, organismes, institutions, établissements d'enseignement et organisations sociales. Les figures de références comme Francesc Ferrer i Guàrdia sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires pour repenser le modèle éducatif et lutter contre les nouveaux dogmatismes qui menacent la liberté de conscience. Réhabiliter ce grand pédagogue, c'est aussi lutter contre l'intolérance, le fanatisme et l'autoritarisme, et défendre une éducation engagée en faveur des droits humains, de la pensée critique et de la transformation sociale.

Nous voulons la vérité. Nous voulons honorer la mémoire. Nous voulons la justice pour Ferrer.

LIEN VERS LE FORMULAIRE

www.justiciaperferrer.org

Signature

Ajuntament d'Alella

Fundació Ferrer i Guàrdia

Federació de Moviments per la Renovació Pedagògica

Societat d'Història de l'Educació dels Països de Llengua Catalana

Pere Solà, historien de l'éducation, expert de Ferrer i Guàrdia et de la pédagogie rénovatrice

Marina Subirats, sociologue et pédagogue, référence dans le domaine de l'éducation et du féminisme

Alella, le 6 juin 2025



AJUNTAMENT D'ALELLA



FUNDACIÓ
FERRER I GUÀRDIA



FMRPC
federació de moviments
de renovació pedagògica
de catalunya



Societat
d'Història
de l'Educació
dels Països
de Llengua
Catalana